

République du Niger



Union Européenne



FAO



GCP/NER/041/EC
Rapport terminal

PROGRAMME DE COOPERATION FAO/GOUVERNEMENT



RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE ET DU CHEPTEL (RGAC)

NIGER

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU PROJET

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE**

Rome, 2008

PROGRAMME DE COOPERATION FAO/GOUVERNEMENT

**RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE
ET DU CHEPTEL (RGAC)**

NIGER

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU PROJET

**Rapport préparé pour
le Gouvernement du Niger**

par

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE**

Rome, 2008

Les désignations utilisées et la présentation des données qui figurent dans le présent document n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture tient à remercier vivement les organisations et personnalités qui l'ont aidée dans la réalisation du projet en lui fournissant des renseignements, avis et facilités.

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS.....	4
1. INTRODUCTION.....	18
1.1 Historique du projet.....	18
1.2 Dispositions officielles.....	23
1.3 Objectifs du projet	24
1.3.1- Objectif de développement.....	24
1.3.2- Objectifs immédiats	24
2. RESULTATS DES TRAVAUX REALISES ET CONCLUSIONS	25
2.1 Modules du projet.....	25
2.2 Réalisation du RGAC.....	28
2.2.1- Phase préparatoire du RGAC	29
2.2.2- Phase opérationnelle du RGAC.....	30
2.2.2.1. Publication des résultats du RGAC	31
2.2.2.2. Campagne de sensibilisation du RGAC	32
2.2.2.3. Formation du personnel.....	32
2.2.2.3. Missions d'appui technique et de supervision.....	34
2.2.2.4. Locaux et équipements	34
2.2.2.4. Autres activités mineures	35
2.3 Principales difficultés rencontrées par le projet.....	36
2.4 Conclusions	38
3. RECOMMANDATIONS	40
ANNEXE 1 : LISTE DU PERSONNEL DU PROJET.....	42
ANNEXE 2 : FORMATION	49
ANNEXE 3 : EQUIPEMENTS DU PROJET.....	51
ANNEXE 4 : LISTE DES DOCUMENTS PREPARES PAR LE PROJET	58

LISTE DES ABREVIATIONS

- AFCAS : Commission Africaine des Statistiques Agricoles
- CILSS : Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
- DSA : Direction de la Statistique Agricole
- FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- INS : Institut National de la Statistique
- MDA : Ministère du Développement Agricole
- MFE : Ministère des Finances et de l'Economie
- MRA : Ministère des Ressources Animales
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- PAM : Programme Mondial pour l'Alimentation
- PIB : Production Intérieure Brute
- RGAC : Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel
- RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
- SAP : Système d'Alerte Précoce
- SDR : Stratégie du Développement Rural
- SRP : Stratégie de la Réduction de la Pauvreté
- UE : Union Européenne
- UNICEF : Organisation des Nations Unies pour la Femme et l'Enfance
- UP : Unité Primaire
- US : Unité Secondaire

1. INTRODUCTION

1.1 Historique du projet

Le Niger est l'un des pays les plus vastes du Sahel. Il s'étend sur une superficie de 1.267.000 km² dont les trois quarts sont constitués d'un désert chaud situé dans la zone septentrionale du pays. Il est frontalier à l'Algérie et la Libye au Nord, au Tchad à l'Est, au Nigeria et au Bénin au Sud, le Burkina Faso et le Mali à l'Ouest. Le seul cours d'eau permanent est le fleuve Niger qui traverse le Sud Ouest du pays sur une longueur de 550 km, depuis la frontière avec le Mali jusqu'au Bénin et le Nigeria. La population du pays estimée à 13 millions avec un taux de croissance démographique de 3,3%. Elle est concentrée principalement sur une bande de 200 km de large au sud du pays, le long de la frontière avec le Nigeria.

L'économie du Niger dépend pour l'essentiel de l'uranium et des produits agricoles et l'élevage. L'uranium est le premier produit d'exportation (55% de la valeur totale des exportations), suivi des produits de l'élevage (22%) et des produits agricoles (16%). Les exportations des produits de l'élevage sont constituées d'animaux sur pieds essentiellement de bovins, d'ovins, de caprins et de camelins. Les produits agricoles exportés sont constitués pour l'essentiel d'oignon, de niébé et de souchet. La quasi-totalité des terres cultivées est occupée par les cultures pluviales principalement le mil, le sorgho et le niébé, et secondairement le manioc dont la majeure partie de la production est autoconsommée. L'arachide et le coton, qui étaient autrefois des cultures d'exportation importantes ne contribuent que marginalement à l'économie. Le caractère aléatoire des pluies dont l'agriculture nigérienne demeure largement tributaire, la persistance de la sécheresse et la pauvreté des sols sont autant de facteurs limitant la productivité. Aussi, l'importance du secteur agricole dans l'économie nationale peut être appréciée à travers sa contribution au PIB du pays estimé à 41% en 2001, et à celle de l'offre d'emploi en milieu rural. L'agriculture, l'élevage et l'exploitation des ressources forestières, fauniques et halieutiques sont pratiqués par 84% de la population rurale.

Malgré, cette contribution importante du secteur agricole à l'économie nationale, les productions agro-pastorales sont très fortement marquées par les aléas climatiques et reposent sur des structures de type traditionnelles. En effet, la majorité de la production agricole est réalisée par des exploitations familiales de petites tailles, tournée vers l'autosubsistance et dont les techniques de production restent traditionnelles utilisant peu ou pas d'intrants agricoles.

Les statistiques sur l'élevage, déjà déficitaires, ne correspondent plus aux réalités du moment. Aucun recensement de l'élevage ou enquête statistique objective de grande envergure n'a été réalisé. Le recensement général de l'agriculture, réalisé en 1980, prenait uniquement en compte les animaux liés à l'exploitation agricole. Malgré, l'enquête par sondage organisée en 1986/87 qui n'a pas pu atteindre les objectifs escomptés et l'enquête de conjoncture sur l'agriculture et l'élevage en 1993 qui a permis entre

autres de corriger à la baisse les taux de croît, les données disponibles ne reflètent plus la réalité nationale en matière de ressources animales. Les données sur le bétail et les produits d'élevage, notamment l'inventaire des effectifs du cheptel et de la volaille, la production animale, les abattages, la santé animale, les ressources pastorales, les paramètres zootechniques et de productivité du bétail manquent.

Il convient de rappeler que les sécheresses successives de 1972 à 1973, puis de 1983 à 1984, ont décimé près de 50 % du cheptel nigérien et engendré des changements, tant dans la composition spécifique des troupeaux que dans leur appartenance. Depuis, le problème de la maîtrise des effectifs du cheptel se pose avec acuité, avec comme conséquence, l'obtention des données statistiques fiables pour servir de base à l'élaboration des plans et programmes cohérents pour le développement du secteur de l'élevage.

L'information statistique de base particulièrement déficiente sur le secteur constitue pour les services chargés de l'encadrement de l'élevage, une contrainte pour l'analyse approfondie des problèmes d'alimentation et d'abreuvement des troupeaux. Cette situation est un handicap majeur pour la définition d'une politique globale marquée par l'intensification, la diversification et la spécialisation de l'élevage dans un contexte de privatisation, de libéralisation et de désengagement progressif de l'Etat des activités de production. Afin de mieux apprécier l'impact des politiques, programmes et projets mis en œuvre, les décideurs et les partenaires au développement du pays ont besoin d'informations pertinentes, fiables et exploitables sur le secteur de l'agriculture et de l'élevage.

Des données statistiques fiables sont aussi nécessaires pour servir de base à l'élaboration des plans et programmes cohérents pour le développement du secteur de l'élevage. Par ailleurs, les femmes et les enfants jouent un rôle méconnu très important dans la société nigérienne en matière d'élevage et de production végétale qui doit être pris en compte par les politiques de développement du secteur. Les services de l'élevage ne maîtrisent plus les effectifs du cheptel national et ont besoins de procéder au plus tôt à un recensement national du cheptel et envisager un système permanent de collecte et de production de données sur l'élevage.

La disponibilité d'informations fiables et à jour (caractéristiques de la population agricole et de structure des exploitations agricoles, superficies, rendements et productions des cultures, prix des produits agricoles, cheptel, etc.) sur le secteur agro-pastorale permettra d'une part d'établir une programmation à moyen terme sur des bases plus réelles, d'autre part de prendre à temps les mesures à court terme qu'imposent les résultats des campagnes agricoles. Or la production statistique dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage est caractérisée par :

- L'obsolescence ou l'absence des données structurelles (démographie des exploitations, foncier, orientations technico-économiques) : En effet, les données structurelles du secteur agricole nigérien proviennent d'un recensement agricole réalisé en 1980, avec l'assistance de la FAO, et sont devenues obsolètes.
- La faible qualité ou l'absence des données conjoncturelles sur les productions, l'économie des exploitations : L'Enquête de Prévision et d'Evaluation des Récoltes (EPER), investigation statistique annuelle de base du dispositif de collecte, initiée en 1975 avec le concours de la FAO dans le cadre du projet d'appui aux statistiques agro-pastorales, et bénéficiant par la suite de l'assistance du projet DIAPER/CILSS, a perdu de son dynamisme et ses résultats sont sujettes à critiques. Cette enquête ne peut atteindre actuellement ses objectifs du fait de l'insuffisance du suivi des opérations de terrain, l'absence d'un réseau autonome de collecte de données, l'insuffisance des moyens et surtout de l'absence de nouvelles données de base provenant d'un recensement agricole.
- Les données conjoncturelles, comme la production et les prix, souffrent aussi du manque de données structurelles : Ancienneté des bases de sondages, qui provoque de nombreux biais dans l'extrapolation ; Ancienneté des méthodes d'enquêtes mises au point il y a plus de 10 ans, qui gagneraient pourtant à être reprises en tenant compte d'une part de possibles alternatives méthodologiques, mais aussi de la réalité de la mise en œuvre, notamment les contraintes en terme de ressources ; Manque, presque complet, d'hypothèses de bases comme dans le cas de l'élevage.
- La non prise en considération dans les enquêtes actuelles ou passées de l'environnement social et économique du secteur : Il s'agit notamment de l'organisation du monde paysan (en particulier l'organisation des filières autour des organisations professionnelles), de l'accès et l'offre de services (crédit, autres services communautaires, ...) ou de l'encadrement du monde paysan par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que des rôles et contributions spécifiques des hommes et des femmes agricultrices.
- Des données qui, lorsqu'elles existent, sont peu ou mal exploitées : Cette situation est largement expliquée par la focalisation sur les processus de collecte mais aussi par le cloisonnement encore trop important entre les statistiques agricoles et le système statistique national. La faiblesse institutionnelle des différents services chargés de la collecte et de l'exploitation des données, le manque d'outils techniques performants permettant une exploitation optimale des données collectées sont aussi responsables.

Il manque donc une photographie précise des structures et des caractéristiques principales de l'agriculture, du bétail et des produits de l'élevage, y compris les effectifs du cheptel transhumant et nomade. Une investigation d'envergure nationale qui fournirait les données de base pour toutes les actions futures en matière d'aménagement agropastoral devra être entreprise, sans pour autant ignorer la production végétale dont les interactions modifient l'environnement de l'élevage.

Actuellement le rôle de l'information statistique est déterminant pour l'évaluation des réalisations et l'établissement des choix et de prise de décision pour une meilleure allocation des ressources. Une connaissance plus approfondie du secteur agro-pastoral s'impose donc pour répondre aux besoins en information sans cesse croissants et pressants, en quantité et en qualité, des différents opérateurs économiques pour asseoir leurs stratégies d'intervention sur des bases solides.

La faiblesse de ces dispositifs, outre le fait qu'elle a des conséquences sur la qualité des résultats, provoque aussi des carences dans l'évolution des dispositifs, rendus pourtant nécessaire par l'évolution du monde rural et de son économie. C'est avec l'objectif d'apporter des solutions durables à ces problèmes que le Gouvernement s'engage dans la réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC), investigation statistique de grande envergure qui revêt pour lui un caractère prioritaire. De part son caractère fédérateur, le RGAC est aussi le motif d'une réflexion plus institutionnelle sur la répartition des tâches entre les services, le financement des dispositifs, l'optimisation des ressources.

Le Niger a entamé depuis août 2000 la réalisation des travaux préparatoires du Recensement général de l'agriculture (RGA) avec le soutien de l'Union européenne. Cependant ce recensement ne prend pas en compte le bétail. Dans le cadre de l'élaboration du document pour la relance du secteur de l'élevage (TCP/NER/9069), l'atelier de travail relatif au plan d'action et les programmes prioritaires tenu à Maradi du 10 au 12 juillet 2001 a identifié des axes stratégiques d'intervention, des programmes prioritaires et un certain nombre d'actions urgentes à mener parmi lesquelles figure l'organisation d'un Recensement général du cheptel (RGC). Ce recensement devra être entrepris en coordination avec le RGA en prenant en compte les interactions de la production végétale avec l'élevage. Le RGC qui sera placé sous l'égide du Ministère des ressources animales (MRA) devra intégrer les différents types d'élevage du Niger à savoir les élevages transhumant, nomade et sédentaire. Pour assurer la complémentarité et la coordination des deux opérations statistiques (RGA et RGC) il est envisagé, par ailleurs, de mettre en place un projet principal Recensement général de l'agriculture et du cheptel (RGAC).

Conscient de la nécessité de disposer de données statistiques sur l'élevage fiables, complètes et à jour, le Gouvernement a approché les partenaires au développement qui ont répondu favorablement à cette initiative. Ainsi, la Banque mondiale a dégagé des fonds sur le Projet de promotion des exportations agropastorales et l'Union européenne reste disponible pour chercher les solutions adéquates pour un appui à la

réalisation du Recensement général de l'agriculture et du cheptel (RGAC), une fois que les conditions pour une réalisation conjointe des volets agriculture et cheptel seront réunies. Le lancement des travaux du Recensement général du cheptel (RGC) devrait s'appuyer sur les résultats du Recensement général de la population et de l'habitat effectué en 2001 par la Direction de la statistique et des comptes nationaux (DSCN).

Le Gouvernement a requis l'assistance de la FAO au titre du Programme de Coopération Technique (Projet TCP/NER/2905 "Assistance Préparation du Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel RGAC") afin de l'appuyer dans la réalisation de la phase préparatoire du RGAC. L'assistance visera à achever la préparation administrative, constituer la base de sondage, mettre au point et tester les documents techniques, effectuer un recensement pilote du RGC, en complément de ceux du Recensement général de l'agriculture (RGA). Le projet vise également à préparer le lancement conjoint sur le terrain des opérations de dénombrement du Recensement général de l'agriculture et du cheptel (RGAC) au cours de la campagne agricole 2004/2005 en collaboration avec le Projet de préparation du recensement général de l'agriculture (PRGA).

Somme toute, la phase préparatoire du Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel RGAC a été exécutée de 2001 à 2004 sur financement du Gouvernement Nigérien avec l'appui de partenaires techniques et financiers en l'occurrence l'Union Européenne, la FAO et la Banque Mondiale. Les résultats atteints au terme de cette phase étaient :

- La conception et le test des méthodologies du recensement de l'agriculture et des différents types d'élevage pratiqués au Niger (sédentaire, transhumant, nomade).
- L'élaboration des projets des documents support d'enquête (questionnaires et manuels pour les modules structurels du RGAC et leur test sur le terrain.
- La constitution à partir des données du RGPH 2001, d'une base de sondage formée par les zones de dénombrement (ZD), qui a permis l'identification des ménages agricoles.
- Le choix d'un échantillon de 700 ZD, tiré pour constituer les Unités Primaires qui à leur tour ont fait l'objet d'un pré recensement pour leur actualisation avant le tirage des Unités Secondaires (ménages).

A travers ces résultats, le dispositif et la logistique mise en place, ont beaucoup facilité la préparation et le lancement du RGAC dans sa phase opérationnelle.

1.2 Dispositions officielles

Le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC 2005/2007) à été conçu et réalisé par le Ministère du Développement Agricole (MDA) et le Ministère des Ressources Animales (MRA), qui ont travaillé en étroite collaboration avec le Ministère des Finances et de l'Economie (MFE), avec l'assistance technique de la FAO.

Le lancement officiel du projet « Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel RGAC » s'est effectué le 5 août 2004 par les ministres en charge du projet RGAC à savoir, le ministre du développement agricole et son homologue des ressources animales, en présence du Délégué de l'Union Européenne, de la Représentante de la FAO et d'un Représentant de la Banque Mondiale au Niger. Le RGAC a été conjointement financée par le gouvernement du Niger à hauteur de 1,5 millions FCFA et l'Union Européenne pour 4,2 milliards FCFA (6.371.000 Euros, soit 7.900.039 Dollars EU), avec la FAO comme agence d'exécution. Le RGAC s'est étalé sur 48 mois.

Quatre organes composent le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel RGAC :

- Le Comité National du Recensement : C'est l'organe de coordination de l'ensemble des activités du RGAC. Il regroupe tous les ministères techniques et est présidé par le Ministre du Développement Agricole.
- Le Comité Technique du Recensement : Cet organe est chargé d'approuver les orientations méthodologiques et organisationnelles, l'analyse et la présentation des résultats du recensement. Il est présidé par le secrétaire général du ministère du développement agricole. Il comprend les représentants des institutions impliquées dans le recensement général de l'agriculture et du cheptel : Ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'intérieur, Ministère de la communication, Directions techniques des ministères en charge du projet, Associations diverses ; etc.
- La Coordination Nationale du Recensement RGAC : C'est l'organe d'exécution du projet. Il est constitué : du Conseiller Technique Principal (CTP) du Projet, du Coordonnateur national du RGA, du Coordonnateur national du RGC, des superviseurs nationaux, des experts et consultants nationaux.

- Le Comité Régional du Recensement : C'est l'organe de suivi du recensement dans la région, il est présidé par le gouverneur de la région ou son représentant. Le secrétariat du comité est assuré par le coordonnateur régional du RGAC lequel est directeur régional de l'agriculture ou des ressources animales. Ce comité regroupe les représentants des ministères et des services techniques, membres du comité national en poste dans la région.

Le projet RGAC a fait recours au personnel de terrain suivant : 13 superviseurs nationaux, 8 coordonnateurs régionaux, 8 superviseurs régionaux, 400 agents recenseurs et 46 contrôleurs. Pour assurer le transfert des acquis du RGAC, tous les coordonnateurs, les superviseurs et les contrôleurs étaient des fonctionnaires permanents de l'Etat. De plus 30% des enquêteurs furent également des agents permanents et 70% des contractuels.

1.3 Objectifs du projet

1.3.1- Objectif de développement

Le gouvernement nigérien accorde une importance de premier ordre à la recherche de la sécurité alimentaire de sa population. Le RGAC vise fondamentalement à assurer les conditions de réalisation de cet objectif grâce à la disponibilité d'informations statistiques pertinentes nécessaires au suivi et à l'évaluation des programmes de développement.

De ce fait, le projet crée un environnement propice à la prise de décisions adéquates en matière de développement agro pastoral et de sécurité alimentaire à travers la mise à disposition en un premier temps des données agricoles structurelles de base et en un second temps à travers une base continue d'information cohérentes et fiables à jour et facilement accessibles. Aussi contribuera t-il pour une meilleure définition des stratégies et politiques nationales visant la réduction de la pauvreté.

1.3.2- Objectifs immédiats

Les objectifs immédiats assignés au projet RGAC sont principalement :

- La réalisation du RGAC.
- La mise en place d'un système permanent des enquêtes agricoles.
- La mise en place d'un système d'archivage électronique et de consultation des données statistiques sur le monde rural.

2. RESULTATS DES TRAVAUX REALISES ET CONCLUSIONS

2.1 Modules du projet

Le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC) du Niger a été réalisé selon l'approche modulaire recommandée par le Programme Mondiale du Recensement de l'Agriculture 2010. Ainsi donc, la phase opérationnelle du RGAC a été formulée en dix modules traduits en questionnaires spécifiques.

- ❖ Module 1 : Mise a jour de la liste des ménages agricoles dans les ZD tirées au 1^{er} degré. A travers ce module le RGAC a procédé à une étude approfondie des ZD échantillons. La base de sondage a été révisée, corrigée et actualisée. Pour ce faire un seul questionnaire a été administré. Il s'agit du Q1 intitulé « Actualisation des ménages agropastoraux ». Ainsi 1.627.294 ménages ont été dénombrés pour une population agricole de 10.108.795.
- ❖ Module 2 : Recensement du secteur de l'agriculture pluviale ou irriguée. Cette opération a porté sur la connaissance approfondie du sous secteur agricole dans sa composante cultures pluviales et irriguées. Ainsi les différentes cultures, pures ou associées, les superficies, le matériel, les modes de tenue des champs, les modes de fumure etc. ont été sériés. A cet effet les questionnaires Q3 « Inventaire et mesurage des parcelles » et Q4 « Pose des carrés des rendements pour les principales cultures » ont été administrés.
- ❖ Module 3 : Recensement des points d'eau des zones de concentration des troupeaux en saison sèche et des points de passage des pistes de transhumance. La stratégie de dénombrement du cheptel a fait appel aux points de passage et/ ou de concentration des animaux. Il s'agissait à travers ce module de déterminer l'ensemble de ces points fréquentés par les animaux au cours de leur déplacement. Les opérations de dénombrement ont portées sur deux types de questionnaires :
 - Q7 « Inventaire des points d'eau et des aires de repos des troupeaux » : 1147 points ont été dénombrés et géo référencés en zone pastorale.
 - Q8 « Recensement des points de passage pour le cheptel transhumant » : 2390 points ont été enregistrés et géo référencés.
- ❖ Module 4 : Recensement du secteur de l'élevage. Ce recensement a été mis en adéquation avec les systèmes d'élevage au Niger. Il s'agit de l'élevage sédentaire, l'élevage transhumant et l'élevage nomade. Pour chaque système il a été mis au point un questionnaire spécifique. Il s'agit des questionnaires :

- Q9 pour le recensement du cheptel sédentaire, c'est à dire celui lié au ménage. Il a été estimé à 20,39 millions de têtes en 2005.
 - Q9.2 pour le recensement de la volaille : Une étude complémentaire du cheptel aviaire a été conduite en 2007 et a fourni un effectif global de près de 12 millions de têtes toutes espèces confondues.
 - Q10 pour le recensement du cheptel transhumant, estimé en 2005 à 4,98 millions de têtes, toutes espèces confondues.
 - Q11 pour le recensement du cheptel nomade (sans camelins) et le Q11.2 pour le recensement du cheptel camelin nomade. Ces deux questionnaires ont été administrés. Il en résulte que pour ce mode d'élevage, le cheptel, toutes espèces confondues est estimé à 5,65 millions de têtes en 2005. Le cheptel nigérien, toutes espèces confondues, sans la volaille, a été estimé à 31.039.041 têtes en 2005.
- ❖ Module 5 : Recensement des sites de production horticole et des exploitations horticoles. L'objectif de l'enquête sur l'horticulture est de fournir des statistiques fiables sur l'horticulture à savoir : les sites de production horticoles, les productions horticoles : maraîchères, défrue, arboricoles et floricoles. Ce module a été exécuté à travers trois questionnaires que sont :
- Q12 « Inventaire des sites horticoles » : ils sont à ce jour estimés à 5 314 sites pour 406 077 exploitants répartis dans le pays.
 - Q13 « Enquête de structure horticole » et Q14 « Détermination de la production horticole » ont été administrés et les résultats de leurs analyses publiés.
- ❖ Module 6 : Sécurité alimentaire. Une enquête a été conjointement financée et suivie par l'INS, la FAO, le Système d'Alerte Précoce, le RGAC. L'objectif de cette enquête était d'évaluer et de caractériser la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages. Il en ressort entre autres que 30% des ménages sont en insécurité alimentaire dont 9 % sous une forme chronique sévère.
- ❖ Module 7 : Productivité des exploitations agricoles. Il vise d'abord à caractériser les exploitations agricoles avant d'envisager de déterminer la productivité. Il s'agit pour ce faire d'identifier et analyser les exploitations agricoles par zone agro écologique et système de production en vue de procéder à leur typologie. Ce module mettra en relief les corrélations entre le rendement et certains facteurs déterminants de la production (le sol, la fumure organique et minérale, l'eau, le travail, la semence et les traitements phytosanitaires et les infrastructures socio éducatives et sanitaires de base). Ce module a été exécuté à travers trois questionnaires que sont :

- Q17 questionnaire village
 - Q18 questionnaire ménages
 - Q19 questionnaire parcelle.
- ❖ Module 8 : Appui aux organisations paysannes. Il s'agissait de disposer des informations fiables sur les OP et les mettre à la disposition des décideurs pour une meilleure prise de décisions. Pour ce faire il a été procédé au dénombrement exhaustif de toutes les organisations paysannes dans tous leurs secteurs d'activités avant de collecter les données sur le fonctionnement des OP, leurs activités et source de financement leurs matériels et équipements ainsi que sur leurs partenaires d'appui technique et financier. Pour ce faire deux questionnaires ont été administrés :
- Questionnaire « dénombrement des organisations agro-pastorales » qui a fourni un effectif total de 29.462 associations
 - Questionnaire «fonctionnalité des structures agro-pastorales» dont les résultats d'analyse sont en cours de publication.
- ❖ Module 9 : Productivité du cheptel. L'objectif de l'enquête est d'estimer les paramètres démographiques annuels du cheptel en milieu rural. Ces paramètres sont estimés à partir de données collectées sur le terrain. Dans les pays en développement, cette collecte constitue la part la plus difficile du travail, en raison, d'une part, de la dispersion et de la mobilité des troupeaux et d'autre part, de l'absence d'enregistrement écrit sur la démographie des animaux au sein des élevages. Trois grandes approches d'enquêtes sont utilisées :
- Les suivis de troupeaux avec identification individuelle des animaux.
 - Les suivis de troupeaux sans indentation individuelle des animaux
 - Les enquêtes rétrospectives basées sur la mémoire des éleveurs

Dans le cadre d'un dispositif national au Niger, l'étude a retenu la méthode rétrospective sur les douze mois précédant l'enquête, appelée 12 MO. Pour ce faire deux questionnaires ont été administrés. Il s'agit du questionnaire ménages (caractéristiques pratiques) et du questionnaire démographie (structure et reproduction du troupeau, entrée et sortie des animaux dans le troupeau. Les résultats sont connus et publiés.

Pour l'établissement du bilan fourrager annuel, les productions de biomasse des enclaves pastorales/forêts se trouvant en zone agricole n'étaient pas prises en compte. C'est pour corriger les insuffisances relevées au niveau des sites échantillons qu'il a été mis en place un nouveau dispositif de terrain permettant d'améliorer la qualité et la fiabilité des résultats à travers, une meilleure couverture des régions en sites, un dénombrement des enclaves pastorales, une intégration de la biomasse herbacée se trouvant au niveau des enclaves et certains massifs forestiers en zone agricole. Deux questionnaires ont été administrés : un questionnaire, intitulé inventaire et mesurage des enclaves pastorales et un questionnaire portant sur le transect ou lecture du paysage traduit en fiches appropriées. Ainsi 942 enclaves ont été dénombrées et classées, leur production fourragère déterminée et prise en compte dans le calcul du bilan fourrager.

- ❖ Module 10 : Commercialisation des produits et sous produits animaux. L'objectif de l'enquête est de recueillir des informations sur les infrastructures, les organisations et le circuit de la commercialisation des marchés à bétail. Il s'agit principalement de faire un inventaire complet des marchés à bétail, fournir des données structurelles des marchés à bétail et de catégoriser les marchés à bétail selon les types (Marché de Collecte, Marché de Regroupement ou Marché d'Exportation). Ceci a été fait à l'aide du questionnaire Q15 « Inventaire des marchés à bétail ». Ainsi 635 marchés ont été dénombrés, catégorisés et géo référencés.

2.2 Réalisation du RGAC

Compte tenu de l'approche modulaire retenue pour le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC), la période de référence choisie a concerné deux campagnes agropastorales 2005/2006 et 2006/2007. Les travaux de cette opération statistique de grande envergure, qui est le RGAC, étalés de 2001 à 2008, se sont déroulés en quatre principales phases à savoir :

- La préparation administrative et technique du recensement de 2001 à 2003 ;
- La réalisation des opérations de dénombrement du pré recensement en 2004/2005 ;
- La réalisation des opérations de dénombrement et de traitement informatique des données du recensement proprement dit pour les cinq modules de base et les cinq modules thématiques en 2005/2006 et 2006/2007;
- L'analyse et la diffusion des résultats du recensement en 2007.

Le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel RGAC 2005/2007 a couvert l'ensemble du territoire national de la République du Niger dans la totalité des 8 régions, des 36 départements et des 3 communes de la ville de Niamey. La technique statistique appliquée au RGAC se réfère donc à l'intégralité de ce champ géographique et permettra de consolider l'édition des résultats à ces 3 échelons administratifs (national, régional et départemental). En ce qui concerne l'élevage, le RGAC a concerné les trois différents modes pratiqués au Niger: Elevage sédentaire, Elevage nomade et Elevage transhumant. Le RGAC a intégré la dimension genre dans le processus de production et d'analyse des données statistiques.

Le recensement a nécessité une organisation méthodique et un important travail de contrôle. L'information recueillie permet donc une description complète de l'agriculture et l'élevage nigériens dans toutes ses diversités locales et constitue ainsi une banque de données pendant plusieurs années pour répondre aux principales demandes d'informations sur les structures de l'agriculture, de l'horticulture et de l'élevage. Les utilisateurs pourront ainsi bénéficier des résultats comparables pour l'ensemble des régions et départements.

2.2.1- Phase préparatoire du RGAC

Cette phase a été exécutée de 2001 à 2004 sur financement du Gouvernement nigérien avec l'appui des partenaires techniques et financiers en l'occurrence l'Union Européenne, la FAO et la Banque Mondiale. La contribution de ces partenaires était comme suit :

- Banque Mondiale : 175.000 \$ US
- Union Européenne : 666.584.000 FCFA
- FAO (Projet TCP/NER/2905) : 338.000 \$ US

Les résultats atteints au terme de cette phase étaient :

- La conception et le test des méthodologies du recensement de l'agriculture et des différents types d'élevage pratiqués au Niger (sédentaire, transhumant, nomade).
- L'élaboration des projets des documents supports d'enquête (questionnaires et manuels d'instructions pour les modules structurels du RGAC et leur test sur le terrain.
- La constitution à partir des données du RGPH 2001, d'une base de sondage formée par les zones de dénombrement (ZD), qui a permis l'identification des ménages agricoles.
- Le choix d'un échantillon de 700 ZD, tiré pour constituer les Unités Primaires (US), qui à leur tour ont fait l'objet d'un pré recensement pour leur actualisation avant le tirage des Unités Secondaires US (ménages).

A travers ces résultats, le dispositif et la logistique mise en place, ont beaucoup facilité la préparation et le lancement du RGAC dans sa phase opérationnelle.

2.2.2- Phase opérationnelle du RGAC

Le lancement officiel de cette phase s'est effectué le 5 août 2004 par les ministres en charge du projet RGAC à savoir, le ministre du développement agricole et son homologue des ressources animales, en présence du Délégué de l'union Européenne, de la Représentante de la FAO et d'un Représentant de la Banque Mondiale au Niger.

La Phase opérationnelle du RGAC a été conjointement financée par le gouvernement du Niger à hauteur de 1,5 millions FCFA et l'Union européenne pour 4,2 milliards FCFA, avec la FAO comme agence d'exécution. Cette phase s'est étalée sur 48 mois et a enregistré principalement les résultats suivants :

- Le recensement est effectué et des informations statistiques fiables sont disponibles sous forme de bases de données facilement accessibles ;
- Un dispositif institutionnel efficace qui renforce la crédibilité des données statistiques est mis en place ;
- Les moyens matériels financiers et humains des structures en charge du projet sont renforcés ;
- Un système permanent de statistiques agricoles et du cheptel est mis en place.

Pour réaliser les activités de collecte des données, le projet a fait recours à quatre types de personnel :

- La contrepartie nationale constituée de l'ensemble de cadres et d'auxiliaires mis à la disposition du projet par l'Etat ;
- Un personnel contractuel national (contrôleurs et enquêteurs)
- Des experts/consultants nationaux et internationaux
- Un personnel d'appui : il s'agit des représentants des chefs de canton, de tribu ou de leader d'opinion, accompagnant chaque duo d'enquêteurs. Ils ont pour tâche de faciliter les contacts avec les agro pasteurs, aider dans le comptage des effectifs des animaux et au besoin de remplacer momentanément un enquêteur malade ou empêché, de réaliser une tâche pour une quelconque cause.

2.2.2.1. Publication des résultats du RGAC

Cette investigation statistique, qui est le RGAC, a permis de produire une importante gamme de données liées à l'environnement rural, aux potentiels et aux efforts de production, aux techniques de production et aux performances du secteur. Ces données constituent des éléments de définition des principaux indicateurs pour le suivi, l'évaluation et l'analyse des programmes sectoriels sur la pauvreté, la vulnérabilité, l'insécurité alimentaire, le développement des filières d'exportations, l'amélioration de la production et de la productivité, les aménagements et les voies d'accès et les capacités du pays à couvrir les besoins du marché local ainsi que ses performances à pénétrer le marché international.

Plusieurs documents ont été publiés sur le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel, à savoir :

- Volume I ‘‘Pré Recensement: Résultats Définitifs’’ ;
- Volume II ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Cheptel – Niveau National’’ ;
- Volume III ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Agriculture’’
- Volume IV ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Horticulture’’ ;
- Volume V ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Productivité du cheptel et pâturages, Volaille et Marché à bétail’’ ;
- Volume VI ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Productivité des exploitations agricoles’’ ;
- Volume VII ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Organisations paysannes’’ ;
- Volume VIII ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Genre’’ ;
- Volume ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Cheptel – Niveau Régional’’ ;
- Volume ‘‘Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Agriculture’’ – Niveau Régional’’ ;
- Résultats de l'Enquête Conjointe sur la Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire des Ménages au Niger – Novembre 2006 INS/SAP/FAO/PAM/UNICEF/RGAC ;
- Dépliant sur les principaux résultats du Cheptel RGAC 2005/2007 ;
- Dépliant sur les principaux résultats de l'Agriculture RGAC 2005/2007 ;

- Rapport technique et méthodologique sur le RGAC ;
- Atlas du Niger
- CD-Rom du RGAC 2005/2007 ;
- CountrySTAT pour le Niger ;
- DVD sur la communication du RGAC.

Les résultats du Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC) constituent un instrument privilégié dont les analyses approfondies sur des thèmes spécifiques permettront d'orienter les stratégies de développement rural en général et de développement agropastoral en particulier. La présentation et la publication de ces résultats, permettront à l'ensemble des utilisateurs, y compris le Gouvernement et les partenaires au développement, de disposer des indicateurs pertinents pour mieux saisir les mutations du monde rural.

2.2.2.2. Campagne de sensibilisation du RGAC

La Campagne de sensibilisation du RGAC a été menée par l'ensemble des acteurs de l'opération. Il s'agit des membres du Gouvernement parmi lesquels le Premier Ministre, les Gouverneurs des Régions, les Préfets des Départements, les Chefs Traditionnels, les Associations d'Éleveurs, la coordination nationale, les coordinations régionales. Pour ce faire tous les canaux de communication ont été utilisés. Il s'agit de :

- La communication interpersonnelle à travers les ateliers, les grands regroupements des éleveurs, les discours officiels. Elle a eu pour cibles les leaders d'opinion, les chefs traditionnels, les pasteurs et agro pasteurs. Elle a été lancée depuis la phase test, et s'est poursuivie jusqu'à ce jour.
- La communication de masse à travers les moyens de communication tels que la radio, la télé, les journaux écrits. A cet effet plusieurs reportages, tables rondes, spots publicitaires ont été produits et diffusés en français et en langues nationales.
- Les communications hors média que sont les panneaux de visibilité, les affiches, les calendriers, les agendas, les pendules, les porte-clés, les stylos, les casquettes, les tee-shirts, les présentations dans les foires et manifestations diverses.

2.2.2.3. Formation du personnel

L'administration de chaque questionnaire induit une série de formations en cascade des acteurs à tous les niveaux. Ces formations ont été assurées par la coordination nationale appuyée, par les coordinations régionales et les cadres des deux Ministères.

En vue de renforcer les capacités techniques du personnel du projet, une série de formations et de voyages d'étude a été organisée. Il s'agit entre autres de :

- La formation en Système d'Information Géographique (SIG) de deux cadres à AGRHYMET.
- La participation du 20 au 24 mars 2006 à Bamako (MALI) à la Table Ronde Technique sur le Programme Mondial de Recensement de l'Agriculture 2010 des deux coordonnateurs.
- Voyage d'étude : Dans le cadre des échanges d'expérience, des cadres de la coordination nationale du recensement nationale de l'agriculture et de l'élevage du Burkina Faso ont effectué une visite de travail au Niger.
- La formation des agents du MRA en logiciels informatiques est en cours de préparation conjointement par le MRA et la coordination nationale du projet. La tenue d'un premier atelier est prévue pour le 9 Août 2006.
- Trois cadres du RGAC ont suivi une formation de deux semaines à l'Institut National de la Statistique (INS).
- Deux cadres du RGAC ont suivi une formation à Rome, sur le système de gestion des données CountrySTAT. Ces deux cadres encadrent actuellement les superviseurs du RGAC pour mieux manipuler l'outil afin d'assurer une large diffusion des données ainsi que leur meilleure utilisation.
- Le Directeur des Statistiques Agricoles, le Directeur Régional des Ressources Animales de Maradi et le Conseiller Technique Principal du projet ont effectué un voyage d'étude à Rome en Mai 2007. Au cours de ce voyage ils ont eu des rencontres fructueuses avec les responsables de la statistique (ESS), du genre (ESW) et de la communication (NRR et KCI). La délégation a effectué par ailleurs une visite à l'Institut National de la Statistique d'Italie.
- Le Directeur des statistiques du MRA a effectué une mission de finalisation des travaux sur la productivité du cheptel à Nairobi. Les résultats de l'étude ont été publiés et servent d'ores et déjà pour l'actualisation des effectifs du cheptel à travers les taux de croît déterminés.

- Du 10 au 13 décembre 2007 s'est tenue à Alger (ALGERIE), la vingtième Session de la Commission Africaine des Statistiques Agricoles (CASA/AFCAS). Participaient à cette session, plus de quatre vingt (80) délégués venus de 31 pays africains membres de la CASA ainsi que les représentants des Institutions Bilatérales et Multilatérales (FAO, Banque Africaine de Développement, UNCEA, Union Africaine, Communauté Est Africaine). Le Niger a été représenté par le DSA au MDA, le CTP du RGAC, les deux coordonnateurs et l'informaticien analyste du projet. Les travaux de l'AFCAS ont été précédés d'un atelier sur l'intégration et l'accès aux statistiques agricoles pour la formulation et le suivi des politiques de développement rural en Afrique. Il a été organisé du 08 au 09 décembre 2007, conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Consortium PARIS21 (« Partnership in Statistics for Développement in the 21st Century »).
- Le CTP du projet a représenté le Niger à la 56ème conférence de l'IIS tenue à Lisbonne du 22 au 29 septembre 2007. Les renseignements tirés des différents exposés sur l'organisation des enquêtes, ou sur le traitement des données etc. ont servi pour améliorer les publications des résultats du projet.

2.2.2.3. Missions d'appui technique et de supervision

Les missions d'appui technique et de supervision ont été assurées par les fonctionnaires de la FAO, les experts internationaux et les cadres du RGAC. Elles ont été permanentes et ont eu pour buts de corriger les différents manquements enregistrés au cours de l'exécution du projet.

2.2.2.4. Locaux et équipements

Le Gouvernement a mis à la disposition du projet des locaux adéquats pour mener dans les meilleures conditions les activités du RGAC.

Toutes les acquisitions des équipements et matériels prévues pour la mise en œuvre du projet ont été réalisées. Il s'agit de :

- 9 véhicules PU tout terrain
- 1 véhicule SW
- 1 véhicule léger de liaison
- 1 bus
- 360 motos
- Du matériel informatique (2 serveurs, 27 micro-ordinateurs, 4 micros portables, etc.)

- 400 kits du matériel technique d'enquête (boussoles, rubans, GPS, etc.)
- Du matériel d'imprimerie (3 photocopieuses, 2 scanners, etc.)
- Du matériel et mobilier de bureau

A ce matériel acquis sur les fonds du projet, s'ajoute celui hérité de la phase test ; il s'agit de :

- 1 véhicule Toyota DC (RGC / PPEAP)
- 1 véhicule Toyota SW (RGC/PPEAP)
- 2 véhicules terrano SW (RGA / UE)
- 2 véhicules Nissan DC (RGA/UE)
- 20 motos (RGC / PPEAP)
- 4 motos (RGC / FAO)
- 20 motos (RGA / UE)
- Du matériel informatique
- Du matériel technique d'enquête (GPS, Boussoles, calculatrices, etc.)

2.2.2.4. Autres activités mineures

En vue de l'exécution harmonieuse du projet plusieurs activités connexes ont été exécutées. Il s'agit :

- Du transfert de compétences vers les structures étatiques à travers le renforcement des capacités techniques (formations, voyages d'étude) et l'exécution des modules par les cadres de l'Etat.
- De l'archivage des données qui est effective. Ainsi la formation au Toolkit a assuré une bonne maîtrise de la technique d'archivage des données par les cadres des deux départements ministériels. A ce jour toutes les données fournies par l'opération ont été archivées.
- De la création d'un site du projet : des dispositions en partenariat avec les ministères, la FAO et l'INS sont en cours.
- Du dispositif institutionnel permanent de statistiques agricoles et du cheptel est mis en place.
- Des rencontres mensuelles entre la coordination nationale et les directeurs centraux des deux départements ministériels.
- Des rencontres trimestrielles entre la coordination nationales et les coordinations régionales.

- De la première revue tripartite du projet tenue en avril 2006 qui a recommandé entre autre la tenue d'une mission d'évaluation à mi parcours et le lancement du module « productivité du cheptel ».
- De l'évaluation à mi parcours qui a recommandé le report d'un an de la date de clôture du projet.
- Des missions d'appui technique et d'évaluation sur le terrain des partenaires financiers.
- De la deuxième revue tripartite suivie de la remise officielle des résultats aux plus hautes autorités du Niger.
- De la réconciliation des données RGAC avec ceux des séries disponibles notamment les effectifs du cheptel. Cette réconciliation a été validée lors de la restitution des résultats du RGAC.
- Tenue de l'atelier national pour la restitution des résultats de collecte et d'analyse des données du RGAC 2004/2008

2.3 Principales difficultés rencontrées par le projet

Le démarrage du projet s'est heurté à des difficultés liées principalement à l'acquisition de la logistique nécessaire au lancement des travaux de collecte de données. En effet, les dispositions prises pour l'acquisition des véhicules et des motos n'ont pas été suffisamment à l'avance et peu adéquates. C'est ainsi que pour la mise en œuvre des activités de terrain en 2004, il a fallu recourir à une remise en état de quelques véhicules des coordinations régionales et engins, qui d'ailleurs au bout de quelques mois étaient pratiquement hors état de fonctionnement. Malgré toutes ces difficultés et grâce au dévouement du personnel national sur le terrain d'une part et l'effort fourni par la Représentation de la FAO au Niger et l'équipe responsable du projet du siège, la logistique a été acquise et des résultats importants ont été obtenus.

Ainsi, la plupart des contraintes majeures rencontrées dans la mise en œuvre du projet depuis son lancement effectif portent essentiellement sur :

- Du retard dans l'acquisition de la logistique qui a entraîné des réparations souvent coûteuses de véhicules et motos au niveau des structures régionales des départements ministériels en charge du projet (logistique acquise en juillet 2005).
- De l'insécurité dans certaines régions du pays (participation des associations agropastorales et autorités locales).

- De l'éclatement des troupeaux suite aux pluies précoces et le non accompagnement parfois du cheptel par un berger, ce qui rend souvent plus difficile l'identification des animaux (recherche des bergers et tribus d'origine de troupeaux).
- Du départ précoce des éleveurs en transhumance, faute de pâturages dans certaines régions du pays (postage d'enquêteurs des points de passage une année durant).
- Du scepticisme des populations cibles quant au paiement d'impôt sur l'agriculture et le cheptel a rendu souvent difficile la collecte des données notamment au début de l'opération (ce qui a nécessité une importante campagne de sensibilisation pendant toute la durée du projet).
- Des charges induites par les réparations des motos et véhicules et le temps nécessaires pour leur réparation ont créé beaucoup de temps mort au niveau de l'activité de collecte de données (majeurs supportés par le budget du projet sans problèmes).
- De l'inaccessibilité à certaines régions à cause du sable, du relief ou par manque de moyen de locomotion approprié (retour pour visiter les lieux à plusieurs reprises)
- De la dispersion et l'éloignement des points d'eau (exigence de plus de moyens financiers et de temps).
- De l'insuffisance notoire des indemnités de déplacement et la non application du décret du Président de la République, relatif aux nouveaux taux des indemnités de déplacement accordées au personnel de l'administration publique et services assimilés par le Système des Nations Unies (décret apparemment préparé sans concertation avec le SNU).
- De la non mobilisation de la contrepartie financière de l'Etat (difficulté budgétaire).
- des pannes fréquentes des véhicules eu égard les distances à parcourir et l'état des pistes dans le pays (beaucoup de pistes sablonneuses dans le pays).
- Des problèmes fonciers (fréquents litiges sur la propriété).
- Des difficultés de collaboration avec certains propriétaires terriens, malgré les efforts continus de sensibilisation fournis par la coordination et les partenaires du projet (litiges sécuritaires sur l'exploitation des terres).
- Du manque de moyen de communication et de la bureautique adéquate au niveau des coordinations régionales (le projet a contribué pour la logistique et des équipements informatiques).

2.4 Conclusions

Malgré toutes les contraintes rencontrées le programme des activités du projet a été réalisé conformément aux règles de l'art.

Les résultats obtenus sont très concluants et ont répondu aux attentes. Ils ont été officiellement remis aux plus hautes autorités du pays. Il s'agit du Président de la République, du Premier Ministre, du Président de l'Assemblée Nationale, du Président du CESOC. Une large diffusion des documents produits a été réalisée tant au niveau national que régional au Niger, touchant ainsi les structures techniques et administratives du gouvernement, les institutions internationales et les ONG basées au Niger, les divisions techniques de la FAO, en charge du projet, etc.

Les bases de données mises en place et les résultats du RGAC seront mis dans le site Web hébergé à l'INS serviront entre autre, de base de référence aux chercheurs et opérateurs économiques. La mise en place d'un système permanent rénové de production des statistiques agricoles est devenue effective au Niger. Ce système est opérationnel et permet de conduire l'enquête EPER, l'enquête sur l'horticulture et celle concernant les productivités des exploitations agricoles et du cheptel sédentaire. S'agissant du volet élevage notamment pour les systèmes nomades et transhumants, le système d'enquête est encore en voie de construction. Toutefois, la mise en place du système permanent de production des statistiques est une œuvre de longue haleine nécessitant d'importantes ressources financières. Ainsi la poursuite de l'assistance extérieure est encore nécessaire au Niger. Aussi l'élaboration d'un programme et son soutien pour le renforcement des statistiques agricoles et d'élevage devra t-il être une des priorités des départements concernés pour garantir la production des statistiques fiables et en temps opportun.

Il faut se féliciter de la bonne disposition des partenaires au développement d'une part à appuyer techniquement et financièrement le Niger dans le cadre de la vulgarisation des résultats du recensement et de l'autre à l'accompagner dans ses efforts de développement économique et social. C'est l'occasion d'exprimer toute la reconnaissance du gouvernement nigérien à l'endroit de l'Union Européenne (bailleur de fonds du projet), de la Banque Mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO, agence d'exécution du Projet). Que toutes les personnes qui ont participé à ce recensement en soient remerciées, notamment les cadres des différentes structures nationales concernées, qui ont oeuvré pour que cette opération statistique de grande envergure soit menée à bonne fin, ainsi que les éleveurs et agriculteurs qui ont répondu avec objectivité aux questions du recensement et sans lesquels, il n'aurait pu être mené à son terme.

Ces résultats, il faut le noter, sont à mettre à l'actif de l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux : autorités administratives et coutumières, institutions nationales et internationales, associations et organisations paysannes, cadres centraux et /ou de terrain, experts et consultants nationaux et internationaux, contractuels etc. Les résultats du Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC) constituent un instrument privilégié dont les analyses approfondies sur des thèmes spécifiques permettront d'orienter les stratégies de développement rural en général et de développement agropastoral en particulier. La présentation et la publication de ces résultats, permettront à l'ensemble des utilisateurs, y compris le Gouvernement et les partenaires au développement, de disposer des indicateurs pertinents pour mieux saisir les mutations du monde rural. L'administration, la profession, les décideurs et les chercheurs à tous les niveaux, dans le domaine agricole, possèdent aujourd'hui, avec les résultats définitifs du Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC), un excellent outil de travail. Le gouvernement du Niger souhaite qu'il en soit fait le meilleur usage.

3. RECOMMANDATIONS

A la lumière des résultats obtenus et pour répondre pleinement aux attentes du peuple nigérien formulées dans la SDRP, les recommandations suivantes sont adressées à l'endroit :

du Gouvernement :

- De lancer au plus vite un processus d'intensification des cultures au vu de l'occupation effective de la quasi-totalité des terres potentiellement cultivables.
- De fournir les efforts nécessaires pour la maîtrise de l'eau et l'utilisation d'une façon optimale les intrants.
- D'améliorer la couverture zoo sanitaire (vaccination, produits pharmaceutiques, intrants zootechniques) ainsi que les taux d'exploitation du cheptel.
- De développer une approche communication pour le développement du secteur d'élevage au regard de son importance dans l'économie nationale.
- D'institutionnaliser les inscriptions budgétaires de l'Etat pour la production des statistiques agricoles et d'élevage.
- D'améliorer le cadre de travail et renforcer les capacités humaines des dispositifs d'enquêtes.

de l'Union Européenne :

- Le financement d'actions d'accompagnement technique, de valorisation et de pérennisation des acquis du RGAC pour au moins quelques années ;
- L'appui de la Direction des statistiques pour tester et capitaliser l'utilisation des outils de pointe (GPS, GIS, télédétection) pour la mesure des superficies.

de la FAO :

- De poursuivre son appui technique à travers un renforcement plus accru des capacités techniques nationales dans un cadre global d'appui au développement de statistiques pour mieux servir d'outils d'aide à la décision.
- La conception et/ou la rénovation des outils d'enquêtes et de recensement avec internalisation de l'ensemble des méthodes (étude de la démographie et de la production des cheptels, EPER, collecte des données sur la biomasse).
- La mise à la disposition du Niger des outils d'archivage électronique des données (CountrySTAT, Toolkit).

ANNEXE 1 : LISTE DU PERSONNEL DU PROJET

a) Personnel permanent mis à la disposition du projet

COORDINATION NATIONALE			
PERSONNEL PARTIE NATIONALE	QUANTITE	NOM	PRENOM
COORDONATEURS	2	DOULAYE	ALI
		SEYDOU	BOUREIMA
SUPERVISEURS	13	ABDOULAYE	NAFERI
		ECTOR	HOUSSOU
		AMADOU	BOUREIMA
		MOUSSA	ISSOUFOU
		Mme NOUHOU	ZEINABOU
		NEINO	GONDAH
		ISSOUFOU	BAZA
		MAIDOUKA	ALI
		IBRAHIM	MAHAMADOU
		DJIGO	TANKO
		SALOU	OUSSEINI
		SEYDOU	YACOUBA
		DOULAYE	HAMADO
CHAUFFEUR	1	HASSANE	HALIDOU
GARDIENS	2	OUMAROU	MAMANE
		HAMIDOU	ADAMOU
TOTAL	15		

PERSONNEL FAO				
	QUANTITE	NOM	PRENOM	MATRICULE
CTP	1	BOUZAFFOUR	SEGHIR	361170
CHARGE DES OPERATIONS	1	CHANHOUN	BIENVENU	0781237
ASSISTANTE AUX OPERATIONS	1	Mme ATTY	RAMATOU KOFFI	081 869
EXPERTS STATISTICIEN	2	DARY GADO	OUSMANE BOUBACAR	
EXPERTS INFORMATICIEN	2	ISSOUFOU KONDO	ABDOULAYE ABOUBACAR	
SECRETAIRES	2	Melle DANFOUNDI Mme BAKO	AICHATOU ADAMOUC	0784157 0781419
CHAUFFEURS	2	NOUHOUC KIMBA	YOUNOUSSI AMADOU	0784173 0781393
MANŒUVRE	1	AYOUBA	AMADOU	
TOTAL	12			

b) Personnel FAO Siège/RAF

NOM/PRENOM	DOMAINE	DATE ARRIVEE	DATE DEPART	
N’Goma-Kimbatsa Paul	Fonctionnaire ESSS Appui en statistique	29/06/2005 08/11/2005 16/09/2006 18/06/2007 9/11/2007 16/03/2008	05/07/2005 16/11/2005 26/09/2006 25/06/2007 13/11/2007 26/03/2008	Fonctionnaire du Siège mission d’appui technique en statistique deux semaines en 2005 et une semaine en 2006 1 semaine en 2007 1 semaine 10 jours
SOM HIEK	ESS	9/11/2007	13/11/2007	Participation 2 ^e réunion tripartite RGAC
Naman Keita	Fonctionnaire ESSS	04/04/2006 29/01/2007 7/11/2007 13/05/2008	11/04/2006 05/01/2007 13/11/2007 17/05/2008	1 semaine, 1 ^{ère} Réunion Tripartite du 7 avril 2006 1 semaine 1 semaine, Réunion Tripartite 12 novembre 2007 Atelier restitution Projet RGAC
Diana Templeman	Appui en genre et statistique	16/05/2005 24/03/2006 15/05/2006 21/11/2006 20/01/2007 29/01/2008 10/03/2008 12/05/2008	20/05/2005 07/04/2006 20/05/2006 01/12/2006 13/02/2007 11/02/2008 19/03/2008 17/05/2008	1 semaine en 2005 2 semaines 1 semaine 11 jours 2 semaines 2 jours 2 semaines 9 jours 6 jours
Del Castello Ricardo	Communicateur	6/11/2007	13/11/2007	2 ^{ème} Tripartite projet le 12/11/2007
Maarten Roest	Audio visuelle	06/11/2007	13/11/2007	2 ^{ème} Tripartite projet le 12/11/2007
Jean Pierre Ilboudo	Appui en communication	23/06/2006	30/06/2006	Fonctionnaire du Siège mission d’Appui technique en matière de communication 1 semaine

c) Consultants Internationaux

Asserghine Mohamed	Analyse des données	06/09/2005 03/03/2006 03/04/2006 21/02/2007 10/03/2008	26/09/2005 02/04/2006 02/05/2006 29/03/2007 17/05/2008	Consultant International en Analyse des données 3 semaines en 2005 et 2 mois en 2006 et 1 mois une semaine en 2007 2 mois et 1 semaine
Gâtera Emmanuel	Informatique	14/07/2005 07/11/2005 28/07/2006 13/02/2007	05/08/2005 12/12/2005 09/08/2006 03/03/2007	Consultant International Informaticien de base de données 1 mois et 3 semaines en 2005 et 2 semaines en 2006, 19 jours en 2007
Mbaye Mbassa	Informatique	16/02/2004 07/11/2005 22/03/2006 27/10/2006 03/11/2006 05/02/2007 22/02/2008	27/02/2004 12/12/2005 22/04/2006 27/11/2006 01/12/2006 23/02/2007 07/03/2008	Consultant International en Informatique, Recensement et enquêtes agricoles - 1 mois en 2004 TCP/NER/2905 : 1 mois en 2005, 1 mois en 2006, 1 mois en 2007 Missions d'appui
MM. Hébié et Sidi TIRAL	Evaluation à Mi-parcours	18/07/2006 11/08/2006	25/07/2006 25/08/2006	Consultants internationaux Mission d'évaluation à mi-parcours 3 semaines en 2006
Mamadou L. Diedhiou	Productivité Elevage	11/08/2006	25/08/2006	Consultant International en productivité/élevage (2 semaines)
Soumaré Mariam	Sécurité .Alimentaire	08/05/2006	22/05/2006	Consultant International mission d'appui Système Information Sécurité Alimentaire 2 semaines

Consultants Internationaux (suite)

Aleston Kyanga	Expert en utilisation des GPS	04/11/2005	14/11/2005	Appui au programme de renforcement des systèmes
Soumaré Harouna	Horticulture	08/07/2005 22/05/2006 26/10/2007	19/07/2005 05/06/2006 12/11/2007	Consultant international en horticulture 2 semaines 2005, 2 Semaines en 2006 2 semaines en 2007
Alménara Jaime	Appui en communication	14/05/2008	21/05/2005	Appui technique en communication

d) Consultants nationaux

Récapitulatif consultations nationales dans le cadre du RGAC

NOM / PRENOM	DOMAINE	PERIODE
Mme Ouassa Tiékoura	Consultante en genre	<ul style="list-style-type: none">- Juillet 2005 (2 semaines)- Mars 2006 (3 semaines)- Décembre 2006 (3 semaines)- Avril 2007 (3 semaines)- Mai 2008 (3 semaines)- Mai-jui 2003 Rapport table ronde : Elaboration d'une stratégie multimédia- 04 -17 octobre 2004 Elaboration et mise en œuvre plan de communication- Mise en œuvre produit de communication (Mai 2005 : 2 semaines)- Mission suivi à mi parcours campagne d'information et de sensibilisation (janvier 2006 : 2 semaines)- Stratégie de communication relative au nouveau module du projet et la création d'une documentation
Sekou Aboubacar	Consultant en communication	
Morou Alassane	Productivité Agriculture	Octobre 2005 (3 semaines)
Dr Maazou Ibrahim	Productivité Elevage	Novembre 2005 (3 semaine)
Souley Aboubacar	Communication	Avril – Mai 2008 (2 Mois)

Seydou Adamou Laouli	Consultation en SIG	Mars 2007 (pour 2 semaines) Octobre 2007 (pour 2 semaines) Avril - Mai 2008 (2 semaines)
Marichatou Hamani et Koroney Maoudé	Consultation en Analyse de données	Juillet 2007 (3 semaines)
Amoukou Ibrahim et Marichatou Hamani	Consultation en analyse de données	01/10/2007 (3 semaines)
Dady Dan Bakoye	Consultation en évaluation de l'apport technique et méthodologique du RGAC à l'EPER	25/11/2007 (pour 15 jours)
MM. Maxim Benoin Cherif Laouan Abdou Zakari	Comité de lecture	Décembre 2007 (2 semaines)
Dr Mahamadou Saley	Analyse des données (O P)	Janvier 2008 (2 semaines)
Dr Seydou Oumarou	analyse des données relative aux aspects de la volaille et des marchés à bétail.	A partir du 15 février 2008 (3 semaines)
MM. Omar Maiga Alkassoum Malam Oumarou	Travaux d'archivage et des bases données	A partir du 20 Mars 2008 (2 mois)

ANNEXE 2 : FORMATION

RECAPITULATIF DES DIVERSES FORMATIONS EFFECTUEES DANS LE CADRE DU RGAC

NOM/PREMON	FORMATION	PERIODE
Djibo Tanko Mahamadou Ibrahim	Formation en statistiques à l'Agrhymet	29/11/2004 au 24/2/2005 (3 Mois)
Amadou Boureima Assoumana Samaila	Formation sur le système d'information géographique à l'EMIG	8 au 18 Mai 05
Salou Ousseini Mazou Toujani	Formation Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management (ENEAM) Cotonou/Bénin	Pour 4 mois à compter du 1 ^{er} novembre 2006
Superviseurs et cadres du RGAC	Formation en informatique	Pour 1 mois Nov - déc 2005
Dr Baaré Amadou SG/MRA	Renforcement de capacité sur le thème "Fonction du SG à Casablanca au Maroc	Du 24 au 1er Mai 2006
Responsables Nationaux et régionaux de Statistique de l'élevage (MRA)	Formation en informatique	Pour 1 mois en 2006
Dr Saley Mahamadou (MRA)	Formation en Gestion et analyses des données d'enquêtes en élevage tropical à Montpellier en France	Du 29 sept au 31 Oct 2006
Abdoulaye Issoufou Hector Sedar Houssou	Formation en Italie, sur le système de gestion des données, Country-stat à Rome	Pour 2 semaines du 30 Avril au 13 Mai 2007
Directeurs Régionaux et collaborateurs du (MDA)	Formation en informatique (Exel, Word, Power Point etc.)	Du 15 au 20 février 2008
Abdoulaye Issoufou et deux (2) superviseurs	Formation sur le Toolkit à Niamey	A partir du 4 Mars 2008 (10 jours)
Abdoulaye Issoufou	Formation sur le CuntryState à Rome	Du 31 Mars au 13 Avril 2008

NOM/PREMON	FORMATION	PERIODE
Dr Seydou Boureima Ali Doulaye	Participation AFCAS à Maputo	Octobre 2005
Dr Seydou Boureima Ali Doulaye	Voyage d'étude au Sénégal	Pour 10 jours 2005
Bouzafour Seghir Dr Seydou Boureima Salou Ousseini	Voyage d'étude au Mali	Juin 2005 (1 semaine)
Ali Doulaye Dr Seydou Boureima	Table ronde Technique FAO/AFRISTAT sur le programme du Recensement de l'Agriculture 2010 à Bamako	Du 20 au 24 Mars 2006
Dr Seydou Boureima Dr Saley Mahamadou	Voyage d'études à l'ILRI de Nairobi	Du 5 au 15 janvier 2007 (Pour 10 jours)
Bouzafour Seghir Dr Bickou Issoufou (Coordonnateur Maradi) Abdou Oumani (Coordonnateur Dosso)	Voyage d'étude à Rome	1 semaine en juillet 2007
Bouzafour Seghir Dr Seydou Boureima Ali Doulaye Harouna Ibrahima Issoufou Abdoulaye (Informaticien)	Participation à la 20 ^è session AFCAS à Alger	Du 07 au 13 décembre 2007
Ali Doulaye Dr Seydou Boureima	Participation au Salon Africain de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Élevage (SAAHEL) à Ouaga au Burkina Fasso	Du 28 au 03 février 2008

ANNEXE 3 : EQUIPEMENTS DU PROJET

a) Matériel et mobilier de bureau

1- Phase préparatoire

QUANTITE	DESIGNATION	OBSERVATION
8	Armoire Métallique	Bon Etat
17	Bureau En Bois	Bon Etat
30	Chaise En Bois	Bon Etat
21	Chaise Semi Métallique	Bon Etat
1	Coffre	Bon Etat
3	Table Pour Ordinateur	Bon Etat
1	Frigo	Bon Etat
5	Bureau Semi Métallique	Bon Etat
7	Etagères en Bois	Bon Etat
1	Grande Table De Réunion	Bon Etat
3	Fauteuil Avec Accoudoirs	Bon Etat
2	Tableau D'affichage	Bon Etat

2- Phase opérationnelle

QUANTITE	DESIGNATION	OBSERVATION
6	Bureaux Moyens Avec Caissons A 3 Tiroirs	Bon Etat
7	Fauteuils Avec Accoudoirs	Bon Etat
1	Tableau D'affichage Moyen 60x90	Bon Etat
10	Tableaux Blancs Muraux 60x90	Bon Etat
30	Armoires Etagères Contreplaque	Bon Etat
1	Coffre Fort 100 Kg	Bon Etat
2	Thuraya Marques Hugues	Bon Etat
4	Radio Portatif	Bon Etat
1	Bureau Caisson Roulant 4 Tiroirs	Bon Etat
1	Table Pour Ordinateur	Bon Etat
2	Bibliothèque Vitre (2 Armoires)	Bon Etat
1	Fauteuil Roulant Dos Haut Avec Accoudoir	Bon Etat
2	Chaise Ref, 50	Bon Etat
1	Retour de bureau	Bon Etat
1	Table Basse	Bon Etat
4	Split	Bon Etat

b) Matériel informatique

1- Phase préparatoire

MATERIEL	TOTAL	NIVEAU CENTRAL	NIVEAU REGIONAL	ETAT
Micro-ordinateur	13	13	0	Bon état (4 en panne)
Ordinateur Portable	3	3	0	Passable
Onduleur	6	6	0	Bon état
Imprimante HP Laser 1300	1	1	0	Bon état
Imprimante HP office jet R65	1	1	0	En panne
Imprimante HP office jet modèle 710	1	1	0	Bon état
Imprimante HP Laser jet 1200	1	1	0	Passable
Imprimante HP desk jet 3550	1	1	0	Bon état
Imprimante Brother HL-1030	1	1	0	Bon état
Imprimante HP Deskjet 640	1	1	0	Bon état
Scanner EPSON GT-7300U	1	1	0	Bon état
Scanner 1250	1	1	0	Bon état
Connecteur Internet D Link	1	1	0	Bon état
Lecteur IOMEGA Zip100	2	2	0	Bon état
Photocopieuse	1	1	0	En panne Irrécupérable

2- Phase opérationnelle

MATERIEL	TOTAL	NIVEAU CENTRAL	NIVEAU REGIONAL	ETAT
Micro-ordinateur	34	24	10	Bon état
Ordinateur Portable	3	3	0	Bon état
Onduleur	32	23	9	Bon état
Imprimante HP Laser 1022	4	4	0	Bon état
Imprimante HP Laser 1020	12	2	10	Bon état
Imprimante HP Laser 2500	2	2	0	Bon état
Imprimante HP Laser 7110	1	1	0	En panne (irrécupérable)
Imprimante EPSON LQ2180	1	1	0	Bon état
Fax Samsung	1	1	0	Bon état
Fax BROTHER COULEUR 1940CN	12	9	3	Bon état
Photocopieuse Xeros C35	1	1	0	Bon état
Rétroprojecteur	1	1	0	Bon état
Scanner	1	1	0	Bon état
Disque dur externe	4	4	0	Bon état

c) Matériel technique d'enquête

		AGADEZ	DIFFA	DOSSO	MARADI	TAHOUA	TILLABERI	ZINDER	CUN	COORD	TOTAL
N°	EQUIPEMENTS										
1	BOUSSOLES	12	22	11	55	47	58	53	16	2	276
2	METRE RUBAN	11	16	10	61	72	55	68	13	1	307
3	JALON	0	8	18	20	20	22	18	6	0	112
4	GPS	3	3	6	6	8	6	5	1	3	41
5	CALCULATRICE PROG	4	4	4	12	14	12	13	0	3	66

d) Véhicules et motos
1- VEHICULES

N°	COORDINATIONS	LOCALISATION	IMMATRICULATION	MODELE	PHASE PREPARATOIRE	PHASE OPERATIONNELLE	ETAT
1	Coordination Nationale RGAC	Niamey	02883ARN8	Nissan Double Cabine			Bon
2	Coordination Nationale RGAC	Niamey	02884ARN8	Nissan Double Cabine			Bon
3	Coordination Nationale RGAC	Niamey	8IT2664RN	Hilux Double Cabine			Bon
4	Coordination Nationale RGAC	Niamey	8IT2665RN	Station Wagon			Bon
5	Coordination Nationale RGAC	Niamey	02398ARN8	Terano			Bon
6	Coordination Nationale RGAC	Niamey	02399ARN8	Terano			Bon
7	Coordination Nationale RGAC	Niamey	8IT1317RN	Peugeot 307			Bon
8	Coordination Nationale RGAC	Niamey	8IT2213RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
9	Coordination Nationale RGAC	Niamey	8IT1209RN	Muni Bus			Bon
10	Coordination Nationale RGAC	Niamey	8IT3464RN	Station Wagon			Bon
11	Coordination Régionale RGAC	Zinder	8IT2207RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
12	Coordination Régionale RGAC	Diffa	8IT2208RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
13	Coordination Régionale RGAC	Tahoua	8IT2209RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
14	Coordination Régionale RGAC	Dosso	8IT2210RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
15	Coordination Régionale RGAC	Niamey	8IT2211RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
16	Coordination Régionale RGAC	Agadez	8IT2212RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
17	Coordination Régionale RGAC	Maradi	8IT2214RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon
18	Coordination Régionale RGAC	Tillabéri	8IT2215RN	Mitsubishi Double Cabine			Bon

2-motos TD 125

REGION	PHASE PREPARATOIRE	PHASE OPERATIONNELLE	TOTAL
Agadez	3	14	17
Diffa	3	16	19
Dosso	7	57	64
Maradi	9	63	72
Tahoua	4	66	70
Tillaberi	4	67	71
Zinder	9	60	69
CUN	1	14	15
Ministère des Ressources Animales	4	0	4
Ministère du Développement Agricole	0	1	1
TOTAL	44	358	402

reste au magasin : 2 motos DT 125

ANNEXE 4 : LISTE DES DOCUMENTS PREPARES PAR LE PROJET

- Volume I ‘‘Pré Recensement: Résultats Définitifs’’ ;
- Volume II ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Cheptel – Niveau National’’ ;
- Volume III ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Agriculture’’
- Volume IV ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Horticulture’’ ;
- Volume V ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Productivité du cheptel et pâturages, Volaille et Marché à bétail’’ ;
- Volume VI ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Productivité des exploitations agricoles’’ ;
- Volume VII ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Organisations paysannes’’ ;
- Volume VIII ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Genre’’ ;
- Volume ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Cheptel – Niveau Régional’’ ;
- Volume ‘‘Recensement Général de l’Agriculture et du Cheptel : Résultats Définitifs – Volet Agriculture’’ – Niveau Régional’’ ;
- Résultats de l’Enquête Conjointe sur la Vulnérabilité à l’Insécurité Alimentaire des Ménages au Niger – Novembre 2006 INS/SAP/FAO/PAM/UNICEF/RGAC ;
- Dépliant sur les principaux résultats du Cheptel RGAC 2005/2007 ;
- Dépliant sur les principaux résultats de l’Agriculture RGAC 2005/2007 ;
- Rapport technique et méthodologique sur le RGAC ;
- Atlas du Niger
- CD-Rom du RGAC 2005/2007 ;
- CountrySTAT pour le Niger ;
- DVD sur la communication du RGAC.
- Guides d’instructions aux enquêteurs
- Questionnaires du RGAC.